



Déclaration liminaire de la FNEC-FP-FO au CSA-FS du 6 juin 2024



Une multiplication des fiches SST sans commune mesure, ce jeudi nous en sommes à 735 pour l'année écoulée, une proportion inqualifiable de ces fiches concernant des personnels maltraités, violentés par des enfants en souffrance absolue, non accompagnés, mal accompagnés, en école ordinaire dans l'attente d'une place qui leur est due en instituts, des groupes de travail une fois tous les 4 mois, 3 heures pour traiter ces fiches.

S'agit-il de venir en aide aux collègues et aux élèves, à tous les élèves ?

Non 2 heures 30 pour en parler, pour envisager des possibilités de gestion de ces fiches, une redondance des pistes envisagées d'un GT à l'autre.

Et sur le terrain ? RIEN.

Une formation de 3 jours des membres de l'instance, formation assurée par une entreprise privée, formation totalement hors sol, déconnectée de la profession et qui refuse que l'on aborde les problématiques du terrain et les solutions. Une formation pendant laquelle on passe par exemple un temps infini à nous demander de faire un arbre des causes pour comprendre les raisons de ces fiches SST...

M. le Directeur académique, nous connaissons la raison de la majorité des ces fiches SST, il est parfaitement inutile de passer des heures à rechercher les causes de la souffrance au travail de nos collègues, fonctionnaires ou contractuels. L'inclusion scolaire systématique mise en place sans moyens sans s'adapter aux besoins des élèves, pour des raisons financières est à l'origine de la plupart des ces fiches. Et la multiplication de fiches dans le second degré témoigne du manque de soutien de l'institution à nos collègues, qui témoignent de leur souffrance et attendent une réponse à la hauteur. Le besoin de personnels de vie scolaire, comme au collège Léonard De Vinci, et non les suppressions de postes à tous les niveaux, permis par la fin des derniers dédoublements encore en place...

Les collègues s'opposent au « choc des savoirs » qui remet gravement en cause les enseignements disciplinaires et refusent également les conditions chaotiques dans lesquelles se prépare la rentrée 2024.

Dans le premier degré, le recrutement de deux « chargé(e)s de mission d'appui aux écoles », dont le travail va consister à « contribuer à outiller les équipes dans la gestion des élèves à besoins éducatifs particuliers » est une véritable provocation. D'un côté, cela contribue à mettre en difficulté les écoles puisque vous avez fermé deux classes supplémentaires pour pourvoir à ces postes. De l'autre, il s'agit de dire aux enseignants qu'ils vont devoir continuer à se débrouiller face à des situations intolérables, car la seule

solution viendra forcément et uniquement d'eux, en plus de tout ce qu'ils ont à gérer en classe par ailleurs. Les élèves en grande souffrance, leurs maîtres, leurs accompagnants sont purement et simplement abandonnés.

Des fermetures de classes en nombre inqualifiable, nombre de fermetures récurrent d'une année sur l'autre, et ce n'est pas fini, nous annonce Mr Le Préfet, la faute, comme il le dit lui même, à la « situation internationale » !

Des temps partiels refusés en nombre, faute de personnel disponible, des mises en disponibilité refusées, des départs en formations impossibles, des démissions.

Des changements de programme à chaque changement de ministre, énième changement annoncé pour l'an prochain en lycée, poussant les collègues à l'épuisement professionnel.

Des formations inexistantes ou inappropriées aux besoins des personnels, des pressions multiples (évaluations d'école, projets CNR rédigés mis au placard faute de moyens, des responsabilisations des personnels sur les cas de harcèlement, sur les problèmes de laïcité à l'école...).

Des revalorisations salariales inexistantes, une inflation galopante, un âge de départ à la retraite repoussé de deux ans !

Des AESH en nombre insuffisant, mal formés, mal payés à qui l'on change encore et toujours les contrats de travail, non pour les améliorer mais pour les dégrader encore et toujours.

Des pôles d'appui à la scolarité qui aggraveront la mutualisation impulsée par les PIAL et permettront à l'Education nationale de « reprendre la main » pour contourner les notifications de la MDPH.

Des arrêts de travail longs, des burn out, des classes surchargées du fait d'un manque de remplaçants qui perdure, qui s'étale sur toute l'année, qui s'amplifie d'année en année.

Mr Guerini, ministre de la Fonction publique, qui se répand sur les ondes pour nous expliquer comment à l'automne, il va faire exploser le statut de fonctionnaires,

M. le Directeur académique, la FNEC-FP-FO vous demande :

- Arrêtez immédiatement l'abandon des élèves, cessez d'abandonner les personnels.
- Annulez la création des chargés de mission d'appui aux écoles.
- Annulez la totalité du plan de 45 fermetures de classes.
- Ouvrez toutes les classes demandées.
- Intervenez auprès de l'ARS pour la création des 180 places manquantes en IME et en ITEP.
- Octroyez tous les temps partiels sollicités.
- Demandez le déblocage de la liste complémentaire pour pouvoir recruter tous les personnels nécessaires afin d'assurer les remplacements et satisfaire les demandes de temps partiels.